



FORMULAIRE M : REQUÊTE EN AUTORISATION D'ORGANISER UNE ANIMATION (musique / danse / spectacle)

REMARQUES PRÉLIMINAIRES IMPORTANTES :

Les délais pour déposer les requêtes en autorisation d'organiser une animation sont les suivants (article 35 al. 7 RRDBHD) :

- **Autorisation ponctuelle : 15 jours au moins avant la date de l'animation ;**
- **Autorisation trimestrielle ou annuelle : 30 jours au moins avant la date de l'animation.**

Toute animation telle que musique, danse ou présentation d'un spectacle est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation d'organiser l'animation délivrée par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (articles 36 al. 1 LRDBHD et 35 al. 1 RRDBHD). Les établissements de catégorie dancing et cabaret-dancing sont dispensés de requérir cette autorisation.

L'autorisation d'organiser une animation étant une autorisation accessoire, elle ne peut être délivrée par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir que si l'établissement est déjà au bénéfice d'une autorisation d'exploiter. L'autorisation d'organiser une animation prend automatiquement fin si l'autorisation d'exploiter cesse d'être en vigueur, ainsi qu'au terme de la durée pour laquelle elle est octroyée.

L'autorisation d'animation permet uniquement d'organiser l'animation à l'intérieur des locaux de l'établissement, à l'exclusion de la terrasse (article 35 al. 4 RRDBHD).

L'autorisation trimestrielle ou annuelle peut être refusée en cas d'infraction à la loi ou à son règlement dans les 12 mois précédant le dépôt de la requête (article 35 al. 17 RRDBHD). Elle est dans tous les cas refusée si, dans les 3 mois précédant le dépôt de la requête, une infraction aux prescriptions visées aux articles 24 (non-maintien de l'ordre et de la tranquillité publique) et 36 LRDBHD (organisation d'une animation sans autorisation) a été commise (article 35 al. 17 *in fine* RRDBHD).

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER

RAPPEL IMPORTANT : *la présente requête ne peut être déposée au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir que si l'établissement dispose d'une autorisation d'exploiter.*

Enseigne/nom de l'établissement :

Catégorie :

Adresse de l'établissement (n°, rue, NPA, localité) :

Adresse postale (si différente) (n°, rue, NPA, localité) :

Propriétaire (nom, prénom / raison sociale) :

Exploitant :

Autorisation d'exploiter délivrée le :

2. INFORMATIONS RELATIVES A L'ANIMATION

2.1 Durée de l'autorisation requise (une seule coche possible) :

REMARQUE : l'autorisation d'organiser une animation ne peut être accordée que pour une durée maximale d'une année (article 35 al. 15 RRDBHD). L'autorisation annuelle vaut uniquement pour l'année civile en cours (article 35 al. 18 RRDBHD) ; elle est ensuite renouvelable sur requête.

L'établissement requiert la délivrance d'une autorisation d'animation :

Ponctuelle

Date de l'animation : Heures : de à

Nombre d'autorisations ponctuelles déjà reçues pour l'année civile visée :

ATTENTION : le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir ne peut octroyer plus de 12 autorisations d'animation ponctuelles par année civile par établissement (article 35 al. 20 RRDBHD). Au-delà de ce nombre, l'exploitant doit requérir une autorisation trimestrielle ou annuelle.

Trimestrielle

Année visée par la présente requête :

Période visée : 1^{er} trimestre (janvier à mars) 2^{ème} trimestre (avril à juin)
 3^{ème} trimestre (juillet à sept.) 4^{ème} trimestre (oct. à déc.)

Annuelle

ATTENTION : l'autorisation annuelle ne peut être sollicitée que si l'établissement a..... au préalable obtenu une autorisation trimestrielle (article 35 al. 16 RRDBHD).

Année visée par la présente requête :

L'établissement a déjà obtenu une autorisation : annuelle trimestrielle

Il s'agit d'un renouvellement d'une autorisation annuelle :

NON OUI : Année visée par la dernière autorisation annuelle :

2.2 Genre d'animation (une seule coche possible) :

ATTENTION : L'autorisation est délivrée pour un genre d'animation déterminée (musique, danse ou présentation d'un spectacle). Un établissement qui souhaite effectuer plusieurs types d'animations, doit déposer une requête pour chacun d'eux (article 35 al. 3 RRDBHD).

Musique : sous forme de diffusion de musique enregistrée et/ou musique live

Danse

Présentation d'un spectacle : sous forme de spectacle et/ou Diffusion d'images (TV)

2.3 Installations :

Installation(s) prévue(s) pour l'animation : chaîne-hifi télévision musicien(s) DJ
 piste de danse scène autre (préciser) :

L'établissement est aménagé/équipé contre le bruit :

NON OUI (préciser le type d'équipement) :

2.4 Surface dédiée à l'animation :

ATTENTION : pour qu'une autorisation d'animation puisse être accordée, elle doit conserver un caractère accessoire par rapport à la vocation de l'établissement, soit ne pas entraîner un changement de catégorie (articles 37 LRDBHD et 35 al. 8 RRDBHD).

Le propriétaire et l'exploitant confirment que la surface d'exploitation dédiée à l'animation ne dépasse pas le quart de la superficie d'exploitation autorisée de l'établissement :

OUI NON

REMARQUES IMPORTANTES

Le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête. Elle peut être déposée au guichet du Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage) ou transmise par voie postale.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- a. ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies (articles 35 al. 5 et 31 al. 3 RRDBHD) ;
- b. exiger du requérant la production d'une étude acoustique validée par le SABRA (Service de l'air, du bruit et des rayonnements non-ionisants), en vue de l'examen de la requête (article 35 al. 6 RRDBHD) ;
- c. requérir le préavis du SABRA, de l'Office de l'enfance et de la jeunesse, des autorités de police et de la commune concernée (article 35 al. 10 RRDBHD).

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

Propriétaire de l'établissement :

Lieu :

Date :

Nom(s), prénom(s) / Raison sociale¹ :

.....

.....

Signature(s) ¹ :

.....

.....

Exploitant de l'établissement :

Lieu :

Date :

Nom(s) et prénom(s) :

.....

Signature :

.....

.....

¹ En cas de pouvoir de signature collectif à deux : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par deux représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.